

# La voix de l'opposition de gauche

Le 16 avril 2019

## CAUSERIE ET INFOS

Avant-hier c'était le Nouvel An tamoul tombé en désuétude. Après-demain ce sera férié pour cause d'élections à Pondichéry et au Tamil Nadu, sans intérêt.

Rien à ajouter.

• [Au format pdf \(pages\)](#)

## Défense du marxisme.

LVOG - A l'heure où la question politique de l'Etat est posée, une mise au point s'impose pour éviter toute aventurisme.

Lenine - L'Etat et la révolution, 1917

- La lutte pour soustraire les masses laborieuses à l'influence de la bourgeoisie en général, et de la bourgeoisie impérialiste en particulier, est impossible sans une lutte contre les préjugés opportunistes à l'égard de l'"Etat". (...)

L'Etat est l'organisation spéciale d'un pouvoir; c'est l'organisation de la violence destinée à mater une certaine classe. Quelle est donc la classe que le prolétariat doit mater ? Evidemment la seule classe des exploités, c'est-à-dire la bourgeoisie. Les travailleurs n'ont besoin de l'Etat que pour réprimer la résistance des exploités : or, diriger cette répression, la réaliser pratiquement, il n'y a que le prolétariat qui puisse le faire, en tant que seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, seule classe capable d'unir tous les travailleurs et tous les exploités dans la lutte contre la bourgeoisie, en vue de la chasser totalement du pouvoir.

Les classes exploitées ont besoin de la domination politique pour maintenir l'exploitation, c'est-à-dire pour défendre les intérêts égoïstes d'une infime minorité, contre l'immense majorité du peuple. Les classes exploitées ont besoin de la domination politique pour supprimer complètement toute exploitation, c'est-à-dire pour défendre les intérêts de l'immense majorité du peuple contre l'infime minorité des esclavagistes modernes, c'est-à-dire les propriétaires fonciers et les capitalistes.

Les démocrates petits-bourgeois, ces pseudo-socialistes qui ont substitué à la lutte des classes leurs rêveries sur l'entente des classes, se représentaient la transformation socialiste, elle aussi, comme une sorte de rêve sous la forme, non point du renversement de la domination de la classe exploitée, mais d'une soumission pacifique de la minorité à la majorité consciente de ses tâches. Cette utopie petite-bourgeoise, indissolublement liée à la notion d'un Etat placé au-dessus des classes, a abouti pratiquement à la trahison des intérêts des classes laborieuses, comme l'a montré, par exemple, l'histoire des révolutions françaises de 1848 et 1871, comme l'a montré l'expérience de la participation "socialiste" aux ministères bourgeois en Angleterre, en France, en Italie et en d'autres pays à la fin du XIXe siècle et au début du XXe.

Toute sa vie, Marx a lutté contre ce socialisme petit-bourgeois, ressuscité de nos jours en Russie par les partis socialiste-révolutionnaire et menchévik. Marx a développé d'une façon conséquente la doctrine de la lutte des classes pour aboutir à la doctrine du pouvoir politique, à la doctrine de l'Etat.

La domination de la bourgeoisie ne peut être renversée que par le prolétariat, classe distincte que ses conditions économiques d'existence préparent à ce renversement, et à qui elles offrent la possibilité et la force de l'accomplir. Tandis que la bourgeoisie fractionne et dissémine la paysannerie et toutes les couches petites-bourgeoises, elle groupe, unit et organise le prolétariat. Etant donné le rôle économique qu'il joue

dans la grande production, le prolétariat est seul capable d'être le guide de toutes les masses laborieuses et exploitées que, souvent, la bourgeoisie exploite, opprime et écrase non pas moins, mais plus que les prolétaires, et qui sont incapables d'une lutte indépendante pour leur affranchissement.

La doctrine de la lutte des classes, appliquée par Marx à l'Etat et à la révolution socialiste, mène nécessairement à la reconnaissance de la domination politique du prolétariat, de sa dictature, c'est-à-dire d'un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'appuie directement sur la force armée des masses. La bourgeoisie ne peut être renversée que si le prolétariat est transformé en classe dominante capable de réprimer la résistance inévitable, désespérée, de la bourgeoisie, et d'organiser pour un nouveau régime économique toutes les masses laborieuses et exploitées. Le prolétariat a besoin du pouvoir d'Etat, d'une organisation centralisée de la force, d'une organisation de la violence, aussi bien pour réprimer la résistance des exploités que pour diriger la grande masse de la population — paysannerie, petite bourgeoisie, semi-prolétaires — dans la "mise en place" de l'économie socialiste.

En éduquant le parti ouvrier, le marxisme éduque une avant-garde du prolétariat capable de prendre le pouvoir et de mener le peuple tout entier au socialisme, de diriger et d'organiser un régime nouveau, d'être l'éducateur, le guide et le chef de tous les travailleurs et exploités pour l'organisation de leur vie sociale, sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie. Au contraire, l'opportunisme régnant éduque, dans le parti ouvrier, des représentants des travailleurs les mieux rétribués qui se détachent de la masse : ils "s'accommodent" assez bien du régime capitaliste et vendent pour un plat de lentilles leur droit d'aînesse, c'est-à-dire qu'ils abdiquent leur rôle de chefs révolutionnaires du peuple dans la lutte contre la bourgeoisie.

"L'Etat, c'est-à-dire le prolétariat organisé en classe dominante", — cette théorie de Marx est indissolublement liée à toute sa doctrine sur le rôle révolutionnaire du prolétariat dans l'histoire. L'aboutissement de ce rôle, c'est la dictature prolétarienne, la domination politique du prolétariat.

Second extrait.

- On conçoit la portée immense qui s'attache à la lutte du prolétariat pour l'égalité et au mot d'ordre d'égalité, à condition de comprendre ce dernier exactement, dans le sens de la suppression des classes. Mais démocratie signifie seulement égalité formelle. Et, dès que sera réalisée l'égalité de tous les membres de la société par rapport à la possession des moyens de production, c'est-à-dire l'égalité du travail, l'égalité du salaire, on verra se dresser inévitablement devant l'humanité la question d'un nouveau progrès à accomplir pour passer de l'égalité formelle à l'égalité réelle, c'est-à-dire à la réalisation du principe : "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins."

Par quelles étapes, par quelles mesures pratiques l'humanité s'acheminera-t-elle vers ce but suprême, nous ne le savons ni ne pouvons le savoir. Mais ce qui importe, c'est de voir l'immense mensonge contenu dans l'idée bourgeoise courante suivant laquelle le socialisme est quelque chose de mort, de figé, de donné une fois pour toutes, alors qu'en réalité c'est seulement avec le socialisme que commencera dans tous les domaines de la vie sociale et privée un mouvement de progression rapide, effectif, ayant véritablement un caractère de masse et auquel participera d'abord la majorité, puis la totalité de la population.

La démocratie est une forme de l'Etat, une de ses variétés. Elle est donc, comme tout Etat, l'application organisée, systématique, de la contrainte aux hommes. Ceci, d'une part. Mais, d'autre part, elle signifie la reconnaissance officielle de l'égalité entre les citoyens, du droit égal pour tous de déterminer la forme de l'Etat et de l'administrer. Il s'ensuit donc qu'à un certain degré de son développement, la démocratie, tout d'abord, unit le prolétariat, la classe révolutionnaire anticapitaliste, et lui permet de briser, de réduire en miettes, de faire disparaître de la surface de la terre la machine d'Etat bourgeoise, fût-elle bourgeoise républicaine, l'armée permanente, la police, la bureaucratie, et de les remplacer par une machine d'Etat plus démocratique, mais qui n'en reste pas moins une machine d'Etat, sous la forme des masses ouvrières armées, puis, progressivement, du peuple entier participant à la milice.

Ici, "la quantité se change en qualité" : parvenu à ce degré, le démocratisme sort du cadre de la société bourgeoise et commence à évoluer vers le socialisme. Si tous participent réellement à la gestion de l'Etat, le capitalisme ne peut plus se maintenir. Et le développement du capitalisme crée, à son tour, les prémisses nécessaires pour que "tous" puissent réellement participer à la gestion de l'Etat.

LVOG - Quelle leçon de dialectique appliquée à la lutte des classes !

## **En complément. Il faut dissoudre les peuples par la force !**

- Les manifestants soudanais ne veulent pas du conseil militaire - Reuters
- Face aux militaires, les Algériens refusent de rendre les armes - LeFigaro.fr

## **Faites tomber les masques. Négationnisme ou le naufrage de l'extrême gauche.**

Cet article a été publié dans le blog de la tendance Claire du NP le 14 avril 2019

- Comment les intox sur Rothschild alimentent l'antisémitisme - Agitations le 10 avril 2019

<https://agitationautonome.com/2019/04/10/comment-les-intox-sur-rothschild-alimentent-lantisemitisme>

LVOG - En consultant ce blog, je me suis aperçu qu'on était encore en présence d'une officine anonyme, et aucun des trois articles que j'ai téléchargés n'est signé.

Dans l'article consacré aux Rothschild, ils vont s'employer à réécrire les passages les plus déterminants et les moins flatteurs de leur biographie qui sont de notoriété publique. Gageons que la famille Rothschild leur témoignera sa gratitude empressée.

Que les banquiers fassent l'objet de fantasmes de la part d'illuminés, c'est un fait, et non seulement nous n'y accordons aucun intérêt, nous ne nous livrons à aucune manipulation pour occulter les aspects criminels ou monstrueux de leurs activités, car si nous procédions autrement nous nous décrédibiliserions auprès de nos lecteurs qui peuvent librement accéder à ces données sur le Net ou ailleurs.

On est en présence d'idiots utiles. Utile à qui ? A Macron, au Crif, au sionisme, à l'impérialisme américain.

En réalité, l'extrême droite est davantage colonialiste que raciste, comme le sont le Crif, le sionisme, Israël et les Etats-Unis. Et comme chacun a pu le constater, l'antisémitisme et le traitement hystérique dont il fait l'objet de la part des médias-oligarques, leur focalisation sur un phénomène somme toute marginal sert de prétexte à leur discours anti-Arabe qui coïncide avec celui de Washington et sa politique. Ceux qui s'en saisissent sans en montrer la signification politique sont finalement leurs meilleurs agents au sein du mouvement ouvrier.

Les plus puissants banquiers occidentaux y compris juifs auraient financé le régime nazi, ce qui est exact... sauf les Rothschild !

Fake news n°1 : « Rothschild a financé Hitler »

Fake news n°2 : « Les Rothschild possèdent des banques centrales » :

Fake news n°3 : La « loi Pompidou-Rothschild » ?

LVOG - Et quelques perles ou fausses informations :

- *"L'antisémitisme a en effet joué un rôle prépondérant dans la concentration d'une partie du capital financier et industriel occidental."*

LVOG - En réalité, il se trouve qu'au sommet du capital financier se tenaient de puissants banquiers juifs qui participèrent logiquement au développement "*industriel occidental*", voilà tout.

La formulation employée ici est d'autant plus grotesque qu'elle relève de la théorie du complot qu'elle est censée dénoncer, car elle tend à accorder à l'antisémitisme une importance démesurée ou supérieure aux lois de fonctionnement du capitalisme, rien de cela.

- *"Si, depuis les années 1960, le racisme dans les institutions financières semble se résorber"*

LVOG - Ce qui signifie que l'oligarchie financière qui contrôle le pouvoir économique et politique n'aurait rien à voir avec la propagande raciste ou communautariste déguisée orchestrée par les puissances occidentales et relayée par leurs médias ou réseaux sociaux, vous y croyez vous ? Le dogmatisme et la crédulité, l'ignorance du gauchiste rend aveugle et idiot.

- *"Les banques centrales sont des institutions publiques"*.

LVOG - Il est bien connu que la Fed et la BCE notamment sont des "institutions publiques", donc indépendantes des banquiers ou de l'oligarchie financière auxquels elles dicteraient leur politique, voilà à quoi en arrivent nos faussaires. Dans la rubrique économie du portail figurent des documents relatifs à la création des banques centrales depuis le début du XVIIIe siècle.

Vous pouvez aussi consulter ou télécharger le document suivant :

Le cartel de la réserve fédérale: les huit familles - Mondialisation.ca, 03 juin 2011

<https://www.mondialisation.ca/le-cartel-de-la-r-serve-f-d-rale-les-huit-familles/25107>

- *Le "traité de Maastricht (...) abroge cette fameuse loi de 1973"*.

LVOG - En réalité, le traité de Maastricht l'a étendue ou généralisée à tous les pays de la zone euro par l'intermédiaire de la BCE dépouillant tous les Etats de leur pouvoir monétaire, et donc budgétaire...

- *"Il ne s'agit pas de défendre la place d'une famille bourgeoise qui a longtemps tenu des positions réactionnaires"*.

LVOG - Mais c'est tout à fait à votre honneur, ne vous reniez pas puisqu'elle aurait donc cessé d'être réactionnaire, ouf, la voici réhabilitée, bravo ! Depuis elle doit oeuvrer au bien-être des travailleurs, et nous idiots que nous sommes nous l'ignorons. C'est beau la famille, n'est-ce pas ?

Les Rothschild font de la politique dans tous les pays où ils sont présents... sauf en France !

- *"La famille française ne s'implique que peu dans les affaires politiques, elle est très rapidement remarquée du fait de son ascension sociale fulgurante et d'une politique paternaliste qui l'amène à faire du mécénat et à investir dans des œuvres caritatives."*

LVOG - Il fallait oser l'écrire après avoir propulsé Macron chef de l'Etat, encore un philanthrope !

Extrait d'un autre texte.

- Marx et la critique de l'économie politique (épisode 1) - Agitations 15 janvier 2019

- *"Que la monnaie soit une marchandise ou non, elle opère toujours de la même manière."*

LVOG - Argument à l'emporte-pièce d'autant plus ridicule qu'une monnaie est forcément une marchandise, qui plus est parce qu'elle permet d'en acquérir. C'est comme si on disait qu'il existerait des marchandises qui renfermeraient de la plus-value et d'autres qui n'en renfermeraient pas. De deux choses l'une, soit elles en contiennent et ce sont des marchandises, soit elles n'en contiennent pas et ce ne sont pas des marchandises, quel sophisme ! Pour qu'une monnaie ne soit pas une marchandise, il faudrait qu'elle n'ait aucune valeur d'échange. Qu'est-ce qui n'aurait pas de valeur d'échange ? Quelque chose qui n'aurait pas de valeur d'usage. Est-ce que cela existe sous le régime capitaliste mondialisé ? Vous connaissez la réponse, hormis l'air que nous respirons qu'ils ne sont pas encore parvenus à marchandiser.

### **Chassons les casseurs du pouvoir !**

- Loi anticasseurs : 51 associations demandent l'abrogation d'un texte "dangereux" - Lexpress.fr 11.04

- Droit de manifester et loi anti-casseur : la carte des mobilisations du 13 avril par Collectif 11 avril 2019

Si la loi est votée par le Parlement au nom du peuple français, elle ne peut et elle ne doit pas porter atteinte à la libre expression du peuple. La loi adoptée par l'Assemblée nationale qui prétend encadrer le droit de manifester reste, malgré la censure partielle du Conseil constitutionnel, une atteinte grave aux libertés publiques et à l'équilibre des pouvoirs.

Les violences contre les personnes, les biens, les institutions qui ont eu lieu ne peuvent justifier qu'un exécutif s'arroge des pouvoirs exorbitants. Participer à une manifestation ne saurait signifier le risque pour chacun et chacune d'entre nous d'être poursuivi, fiché et condamné pénalement comme financièrement.

Soumettre les participants et les participantes à une manifestation à une fouille systématique, faire d'un visage en partie couvert un délit, persister dans l'usage d'armes qui mutilent, voici l'esprit et la lettre de mesures qui sont autant d'empêchements à l'exercice d'un droit essentiel en démocratie : celui de manifester publiquement, collectivement et pacifiquement son opinion.

Cette loi de circonstance porte un lourd risque d'arbitraire des gouvernements d'aujourd'hui comme de demain, nous en demandons l'abrogation. C'est pourquoi nous appelons à manifester partout en France le samedi 13 avril 2019.

Paris, le 8 avril 2019

Signataires : Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (Acat) ; Amnesty international France ; Association des Tunisiens en France (ATF) ; Association européenne pour la défense des droits de l'Homme (AEDH) ; Agir ensemble pour les droits de l'Homme ; Association France Palestine solidarité (AFPS) ; Attac ; Centre de recherche et d'information pour le développement (Crid) ; Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT) ; Confédération générale du travail (CGT) ; Confédération paysanne ; Confédération nationale du logement (CNL) ; Droit solidarité ; Emmaüs France ; EuroMed Droits ; Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) ; Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR) ; Fédération française des motards en colère (FFMC) ; Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL) ; Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) ; Fédération nationale de la Libre pensée ; Fédération nationale des Francas ; Fédération syndicale unitaire (FSU) ; Femmes Egalité ; France Nature Environnement (FNE) ; Gilets jaunes de Commercy ; Gilets jaunes signataires ; Greenpeace ; La Cimade ; La Quadrature du Net (LQDN) ; Le Planning familial ; Les Amis de la Terre France ; Les Effronté-e-s ; Ligue de l'enseignement ; Ligue des droits de l'Homme (LDH) ; Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap) ; Mouvement national lycéen (MNL) ; Mouvement pour une alternative non-violente Ile-de-France (MAN) ; Oxfam France ; Pas sans nous ! ; Réseau Euro-Maghrébin citoyenneté et culture (REMCC) ; SOS Racisme ; Syndicat de la magistrature (SM) ; Syndicat des avocats de France (SAF) ; Syndicat national des journalistes (SNJ) ; Syndicat national des personnels de l'éducation et du social (SNPES PJJ/FSU) ; Union juive française pour la paix (UJFP) ; Union nationale des étudiants de France (Unef) ; Union nationale lycéenne (UNL) ; Union des Tunisiens pour l'action citoyenne (UTAC).

LVOG - Ce texte ne nous pose aucun problème, contrairement à la "*déclaration unitaire contre les mesures autoritaires du gouvernement Macron-Philippe*" signée par une trentaine de partis et organisations le 18 mars (?) (causerie du 11 avril 2019) qui légitimait Macron ou n'était qu'un hymne en l'honneur du régime.

Question : Pourquoi les signataires de la déclaration précédente ne s'y sont-ils pas associés, alors que les revendications étaient identiques ? Je suis sûr que les chantres de l'unité ont une explication à nous fournir.

### **Totalitarisme. La fabrique du consentement**

LVOG - Comment associer encore plus étroitement les travailleurs à la politique antisociale de Macron, à l'Etat, aux institutions antidémocratiques de la Ve République. Mode d'emploi.

- Patrick Bernasconi : «Créons une Chambre de la société civile» - Le Parisien 14.04

Dans une tribune au Parisien – Aujourd'hui en France, Patrick Bernasconi, président du Conseil économique, social et environnemental (CESE) appelle à la création d'une nouvelle organisation, afin que l'avis des Français soit pris en compte avant de présenter une loi.

LVOG - Voici en quoi doit constituer cette association capital-travail.

- Rassembler en un même lieu les représentants de la société civile afin qu'ils se parlent, arrivent à des propositions communes
- Le projet de réforme constitutionnelle donne la possibilité à la société civile organisée, donc aux associations, ONG, syndicats, chefs d'entreprise, agriculteurs et artisans, défenseurs de l'environnement et aux jeunes, c'est-à-dire aux représentants de ces milliers de structures qui sont le quotidien de l'engagement des Françaises et des Français, de donner leur avis préalablement à la présentation de la loi.
- ...cela permettrait au pouvoir législatif de jouer encore plus et mieux son rôle
- ...tirons au sort des citoyens qui, participant à ce travail, confronteront leur vécu, leur avis de terrain à celui des représentants des organisations : créons une assemblée qui associe les citoyens en permanence, permettant ainsi à la société civile dans son ensemble de donner son avis et aux pouvoirs exécutif et législatif de disposer d'une photographie afin de mieux cibler leur action.
- Bref, créons ensemble cette Chambre de la société civile efficace qui associe les citoyens au service d'une démocratie représentative à la confiance retrouvée. » Le Parisien 14.04

LVOG - La "société civile", c'est le corporatisme.

### Acte XXII et Gilets Jaunes.

#### **"Gilets jaunes" : le point sur la mobilisation à Paris et en région - franceinfo 13.04**

Les gilets jaunes étaient une nouvelle fois dans la rue partout en France pour manifester, et également pour dénoncer la loi anti-casseurs entrée en vigueur jeudi. Au total, 31 000 personnes rassemblées dans le pays en fin de journée, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur. Globalement la situation était plutôt calme avec quelques tensions dans plusieurs villes de France.

#### Auvergne-Rhône-Alpes

À Lyon, un arrêté préfectoral avait interdit les manifestations dans une partie de l'hyper-centre de la ville. Quelques échauffourées ont éclaté. Sur place, les forces de l'ordre ont eu recours à l'utilisation de gaz lacrymogènes.

À Roanne (Loire), selon France Bleu Saint-Etienne Loire, c'était agité : au moins 650 personnes ont manifesté avec des tensions notamment au niveau de Palais de Justice. Là, les forces de l'ordre ont utilisé des gaz lacrymogènes. Plus tôt dans l'après-midi, un adolescent de 15 ans a été blessé. Le jeune homme a été touché au visage par des débris de verre après le jet d'une pierre qui a fait exploser un abribus. À noter qu'un hélicoptère a survolé la zone de rassemblement des manifestants.

#### Bourgogne-Franche-Comté

Environ 600 personnes ont manifesté à Besançon (Doubs) au rythme des "Révolution", "Anticapitalisme" et autre "Arrêtez de regarder, rejoignez-nous", scandés par les manifestants, selon France Bleu Besançon.

#### Centre-Val de Loire

À Châteauroux, une centaine de personnes ont manifesté ce samedi matin devant la préfecture de l'Indre pour marquer leur opposition à la loi anti-casseurs.

À Tours, 400 "gilets jaunes" et syndicats ont défilé "main dans la main" notamment contre la loi anticasseurs. Des associations étaient également présentes et quelques partis politiques, selon France Bleu Touraine.

#### Grand-Est

À Nancy (Meurthe-et-Moselle), quatre personnes ont été interpellées pour avoir été en possession d'une arme (une fronde), les autres pour "outrages, rébellion et menaces de morts sur personne dépositaire de l'autorité publique". Par ailleurs, 42 autres personnes ont été verbalisées pour avoir participé à un rassemblement interdit, rapporte France Bleu Sud Lorraine. Environ 300 personnes étaient présentes autour puis dans le centre-ville de Nancy. Aucun blessé, ni dégradations ne sont à déplorer. C'est également à Nancy que des "gilets jaunes" ont dû être repoussés deux fois du centre-ville par les forces de l'ordre, où ils n'avaient pas le droit de se rassembler.

À Reims, environ 100 "gilets jaunes" se sont mobilisés pour cette nouvelle journée de manifestation.

A Besançon, les manifestants se sont élancés vers 15 heures. Certains scandaient "une seule solution : la révolution."

#### Hauts-de-France

Dans le Nord-Pas-de-Calais, on a fait cause et route commune pour cette 22e journée de mobilisation. Une marche s'est élancée à 5 heures du matin, depuis le cinéma Pathé de Liévin, à côté de Lens. Les manifestants se sont rendus à pied à Lille, pour rejoindre le cortège qui partira de la Place de la République à 14 heures. Les gilets jaunes se dirigeront directement vers la rue Nationale, les boulevards Montebello et Victor Hugo avant de revenir par la rue Solférino. La préfecture a interdit les manifestations dans l'hyper-centre, vers le quartier des gares et de la Grand place. C'est une première à Lille.

#### Île-de-France

À Paris, aucun problème n'est à signaler. 5 000 personnes ont manifesté selon les chiffres du ministère de l'Intérieur.

Les rassemblements étaient interdits sur les Champs-Élysées et les rues perpendiculaires. Des cortèges ont défilé pour "la défense du droit de manifester" et l'abrogation de la loi anticasseurs. En tout, 27 interpellations ont eu lieu dans la capitale et 9 473 contrôles préventifs, d'après la préfecture de police contactée par franceinfo.

#### Normandie

À Rouen, peu avant midi, ils étaient environ 70 "à manifester dans les rues, dans une ambiance calme et détendue." Une autre manifestation était prévue à Rouen aux environs de 14h dans les jardins de l'Hôtel de Ville.

Au Havre (Seine-Maritime), plus de 300 personnes ont manifesté dans la matinée. "Des 'gilets jaunes' pour la plupart mais aussi quelques 'gilets rouges' de la CGT", précise France Bleu Normandie. Toujours selon France Bleu, le parcours qui a duré "deux heures" a été "effectué dans une ambiance festive et sans accrochage avec les forces de l'ordre."

À Caen (Calvados), d'après France Bleu Normandie, la nouvelle journée de mobilisation s'est déroulée dans le calme. La préfecture du Calvados avait de nouveau pris un arrêté pour interdire les manifestations dans l'hyper-centre-ville. Environ 500 "gilets jaunes" ont défilé le long du périmètre, sans accrochage avec les forces de l'ordre.

#### Nouvelle-Aquitaine

À Bordeaux, ils étaient environ 2 000 dans les rues, une "faible" mobilisation selon France Bleu Gironde. Aucune dégradation matérielle ce samedi mais six personnes ont été interpellées. Une autre mobilisation avait lieu pour manifester contre la loi anticasseurs, promulguée ce jeudi. Entre 200 et 300 y ont participé.

À Pau, France Bleu Béarn indiquait quelque 150 "gilets jaunes" à 10h45.

À Limoges, une centaine de "gilets jaunes" - 60 selon la police - se sont rassemblés sur le rond-point de la Valoine pour une opération escargot sans heurts.

Occitanie

À Montauban dans le Tarn-et-Garonne, le préfet du département avait interdit le centre-ville aux "gilets jaunes" dimanche 14 avril.

À Dions dans le Gard, les gilets jaunes étaient de retour sur la nationale 106 depuis le début de la matinée. Environ 80 manifestants ont mis en place un barrage filtrant pour les voitures et bloquant pour les camions, selon la préfecture du Gard. Une déviation avait été mise en place par les services de l'état pour permettre le passage des camions et des transports en commun.

À Toulouse, où plusieurs milliers de personnes ont défilé, la situation était plus tendue. La ville avait été désignée "capitale" de la mobilisation. Alors que la manifestation avait débuté dans le calme, en début d'après-midi la tension est montée entre "gilets jaunes" et forces de l'ordre, qui se sont affrontés tout l'après-midi, selon les informations de France Bleu Occitanie. D'après la préfecture de la Haute-Garonne, 14 blessés sont en urgence relative ce samedi soir : un blessé parmi les forces de l'ordre, 12 parmi les manifestants et deux "personnes tierces" (passants). La préfecture ajoute que 37 personnes ont été interpellées en centre-ville notamment pour "jets de projectiles", "dégradation" ou "port d'armes". A noter également, entre autres, qu'un engin de chantier a été incendié et qu'une agence d'intérim a été saccagée par des manifestants cagoulés. Le maire de la ville a par ailleurs confirmé sur franceinfo la présence de blacks blocs dans le cortège.

À Montpellier, près de 2 000 personnes ont manifesté dans le calme. Une vingtaine d'organisations, associations, syndicats, partis politiques faisaient partie du cortège, pour protester notamment contre la loi anticasseurs. France Bleu Hérault précise qu'aucun gaz lacrymogène n'a été utilisé par les forces de l'ordre.

Pays de la Loire

À Laval (Mayenne), ils étaient plus de 250 à défilé, d'après les estimations de France Bleu Mayenne. Le cortège s'est divisé devant la gare où certains manifestants sont descendus sur les voies. Finalement, tout le monde a rejoint le point de départ de la manifestation sans accroc.

Au Mans, plus de 250 personnes étaient rassemblées pour dire "stop aux atteintes au droit de manifester", après les nombreux arrêtés pris dans plusieurs villes de France par les préfectures.

À Nantes, A Nantes aussi, une personne a été blessée : bousculé par un policier, le manifestant est tombé et s'est violemment cogné la tête. Inconscient un temps, il a finalement repris connaissance avant d'être pris en charge par les pompiers. Il est finalement reparti tout seul, précise France Bleu Loire Océan. franceinfo 13.04

### Précisions.

- Comparativement à l'acte précédent, le ministère de l'Intérieur a annoncé une mobilisation en hausse lors de l'acte 22 des Gilets jaunes avec 31.000 participants à travers le pays, dont 5.000 à Paris. Les chiffres officiels sont nettement surpassés par ceux du syndicat Policiers en colère (lequel comptabilise 90.000 Gilets jaunes) et par Le nombre Jaune qui a recensé 80.504 manifestants dans toute la France. sputniknews.com 14.04

- **Acte 22 à Toulouse: la BAC a chargé et frappé des journalistes étrangers présumés**  
sputniknews.com 14.04

Des agents de la BAC ont mis à terre, puis frappé avec des matraques et donné des coups de pied à deux journalistes présumés d'un média étranger portant des casques de presse alors qu'ils couvraient l'acte 22

des Gilets jaunes à Toulouse, samedi 13 avril. Un manifestant a filmé la scène et l'a partagée sur les réseaux sociaux.

La scène a eu lieu samedi 13 avril au cours de l'acte 22 des Gilets jaunes à Toulouse. Une vidéo filmée par l'utilisateur de Facebook Lelly Gijabet LIVE montre les violences des forces de l'ordre envers deux individus identifiés comme journalistes.

Ainsi, on voit dans la séquence des manifestants en train de tenir une banderole pour se protéger contre les agents de la brigade anti-criminalité (BAC) qui avançaient vers eux.

Quelques secondes plus tard, on aperçoit un journaliste portant un casque avec l'inscription «presse» (en veste beige et avec un sac à dos) courir avec une caméra vers sa collègue (avec une capuche claire) mise à terre à côté d'un agent de la BAC.

Le premier journaliste fait alors un signe de la main à l'agent de la BAC pour demander de relâcher sa collègue (à la fin de la vidéo, on apprend qu'il s'agit d'une femme).

L'agent de la BAC prend ensuite les affaires de la journaliste qui essaie de les récupérer.

Soudainement, deux agents de la BAC la poussent, elle tombe au sol et subit des coups de matraque et de pied des forces de l'ordre qui ont en outre retiré et jeté son casque.

Son collègue tente de nouveau de lui venir en aide mais il se retrouve aussi dos au sol et frappé par la BAC.

À cet instant, une voix féminine répète derrière la caméra:

«C'est la presse. Ils sont en train de frapper la presse. S'il vous plaît...»

Contacté par Sputnik, l'auteur de la vidéo a confirmé que la séquence a été filmée durant la manifestation des Gilets jaunes à Toulouse, le 13 avril, en ajoutant que les journalistes agressés travaillaient pour un média étranger. sputniknews.com 14.04

#### **- «Une ambiance de guerre» à Toulouse lors de l'acte 22 des Gilets jaunes sputniknews.com 14.04**

Toulouse, «capitale» des Gilets jaunes en ce samedi 13 avril, a vécu une journée de mobilisation très tendue, marquée par des heurts entre les forces de l'ordre et les manifestants. Des bombes de gaz lacrymogène et des canons à eau ont été utilisés à plusieurs reprises pour éparpiller les manifestants.

Plusieurs milliers des manifestants du mouvement des Gilets jaunes se sont rassemblés samedi 13 avril à Toulouse, capitale de la révolte lors de cet acte 22, a annoncé France 3.

Le départ du cortège était prévu à 12h depuis la place Jean Jaurès. 800 policiers et gendarmes, ainsi que quatre compagnies de CRS, ont été mobilisés, a affirmé la chaîne de télévision.

Le rassemblement a été émaillé par des tensions violentes entre manifestants et forces de l'ordre qui ont commencé à faire usage de gaz lacrymogène vers 14h. Afin de disperser les manifestants, des grenades lacrymogènes et assourdissantes ont été lancées à plusieurs reprises dans la journée comme l'attestent plusieurs images et vidéos diffusées sur les réseaux sociaux.

Vers la fin de l'après-midi, le quartier du monument aux morts était couvert de gaz lacrymogène et des manifestants ont largement utilisé des masques à gaz pour se protéger.

Maxime Nicolle, une des figures du mouvement venu pour soutenir les Gilets jaunes à Toulouse, a commenté les affrontements auprès de l'AFP: «Vous avez vu: tout se passait bien et ils nous gazent».

Selon le témoignage d'un manifestant sur Twitter, il était impossible de rejoindre le cortège des Gilets jaunes pour certains participants à cause des actions des forces de l'ordre censées repousser les manifestants. «C'est une ambiance de guerre», a-t-il conclu.

La police a également utilisé des canons à eau pour disperser les manifestants et réduire le périmètre de la manifestation, interdite dans le centre et sur la place de la Capitole.

À l'issue de la manifestation, des dégâts ont été constatés dans la ville. Une agence d'intérim, une agence immobilière et une banque ont été saccagées, selon France 3.

Vers 18h, 23 personnes ont été interpellées dans le centre de Toulouse pour cause de jets de projectiles, port d'arme et dégradation, a déclaré la préfecture de Haute-Garonne. sputniknews.com 14.04

**À Toulouse sous les gaz, un homme inconscient et «tout le monde en train de vomir» sputniknews.com 14.04**

À Toulouse, dans les rues brumeuses de gaz, un homme visiblement touché par le gazage et possiblement blessé a été filmé gisant inconscient à terre. Une manifestante en larmes s'adresse aux forces de l'ordre, leur reprochant le recours actif au gaz, alors que tous les manifestants se sentent déjà mal.

Ce 22e samedi de mobilisation des Gilets jaunes à Toulouse a été émaillé de tensions. Des nuages de gaz lacrymogène ont été partagés en images par des témoins, ceux qui se sentaient mieux que les autres. Après l'utilisation massive de ce procédé, un homme a été filmé inconscient par terre dans l'une des rues de la ville, vraisemblablement blessé et intoxiqué.

«Ouvre les yeux!», lui dit-on, tentant de lui faire reprendre conscience. Vaguement, l'homme remue les mains, mais est apparemment très faible.

Dans le même temps, un cordon de forces de l'ordre ne laisse pas passer les manifestants qui tentent de quitter le lieu du gazage.

«Vous nous gazez, vous voulez qu'on fasse comment? Regardez, tout le monde est en train de vomir», s'écrie, en désespoir de cause, une femme en larmes.

«On n'a plus le droit de manifester», constate un homme.

Sur les réseaux sociaux, nombreux ont été les utilisateurs qui ont évoqué une «répression violente» sans précédent et des «scènes de guerre», et ce, quelques jours après l'entrée en vigueur de la loi anticasseurs.

La mobilisation de quelque 4.500 Gilets jaunes rassemblés à Toulouse, selon la police, a été marquée par des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, alors que la Ville rose était proclamée «capitale» du mouvement pour son 22e acte.

Toulouse Acte 22 — Les ordres ont été donnés: Répression! Matraquages, lacrymo, intimidations et une volonté de n'en finir avec la manifestation.

Les manifestants s'y sont heurtés à des barrages des forces de l'ordre qui ont fait mouvement pour les encercler, tirant gaz lacrymogènes et grenades assourdissantes.

Des «individus habillés en noir, masqués ou cagoulés, équipés, ont pris à partie les forces de l'ordre avec de multiples jets de projectiles et feux d'artifices», a affirmé la préfecture, chiffrant à «plusieurs centaines de personnes les profils violents».

Ceux qui dégradent et cassent, insultent les journalistes et les policiers, pénalisent les commerçants et les toulousains se couvrent de honte. Ils desservent la cause des manifestants sincères, qui ont le droit de s'exprimer dans le calme et le respect, sans répression. sputniknews.com 14.04

### **On ne mélange pas les torchons et les serviettes.**

Dans le texte final adopté par l'Assemblée des assemblées des Gilets jaunes qui s'est tenue à Saint-Nazaire du 5 au 7 avril 2019, était formulé l'objectif suivant : "*nous considérons qu'il faudra sortir du capitalisme*". (Source Reporterre 8 avril 2019)

LVOG - On ne peut que saluer cette prise de position.

Vous avez pu constater que les acteurs du mouvement ouvrier qui se réclament, soit du combat pour l'abolition de la Ve République, soit du combat pour en finir avec le capitalisme, étrangement ils ne trouvent pas utile de lier les deux objectifs, or c'est indispensable.

Le plus déterminant des deux ou la tâche historique à accomplir est évidemment la rupture avec le capitalisme, prélude à la fin du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, car on peut très bien imaginer se passer de la Ve République (et de l'UE) sans que cela ne change quoi que soit, tout comme on peut se passer des présidents saoudien, algérien, tunisien, égyptien, etc. sans que rien ne change ou sans qu'aucune issue politique conforme aux intérêts des travailleurs ne voie le jour. Mais cela ne doit pas escamoter le fait, qu'on ne pourra pas s'attaquer au capitalisme sans s'emparer au préalable du pouvoir politique, donc sans se doter des instruments d'organisation ou des organismes politiques indépendants pour atteindre cet objectif.

La question est de savoir dans quelle orientation sociale on situe la rupture avec les institutions de la Ve République, car c'est uniquement son contenu social qui déterminera son contenu politique, et qui par conséquent doit constituer l'axe de combat contre le régime pour le renverser. Autrement dit, si on envisage sérieusement d'en finir avec les institutions de la Ve République cela doit être conçu uniquement pour nous permettre de s'attaquer aux fondements du capitalisme, tout autre objectif consistant à le ménager ou à le préserver, à ne rien changer en somme.

Voyez la situation au Venezuela où l'oligarchie n'a pas été expropriée. En réalité, c'est elle qui continue de détenir le pouvoir et qui s'en sert pour harceler sans cesse Maduro qui incarne le pouvoir politique, qui se retrouve ainsi amputé du pouvoir de changer la société et doit en permanence composer avec la réaction et l'armée.

Ce ne sont pas les institutions nationales ou supranationales qui exploitent les travailleurs ou leur imposent une politique antisociale, leur pourrissent la vie, c'est le capitalisme en crise et ses besoins qui leur imposent, ces institutions lui fournissent un cadre légal et juridique pour assurer son fonctionnement et sa pérennité. Si l'exploitation de l'homme par l'homme coïncida avec l'apparition des classes sociales et plus tard de l'Etat avec ses institutions, leur extinction débutera quand on portera un coup décisif au capitalisme.

### **Faites tomber le masque du corporatisme.**

- Grand débat: Jacline Mouraud suggère la création d'un "porte-parolat du citoyen" AFP 13 avril 2019

Jacline Mouraud, figure des "gilets jaunes", a suggéré samedi la création d'un "porte-parolat du citoyen" pour "faire remonter la température des régions" et favoriser davantage de démocratie participative, dans une lettre ouverte à Emmanuel Macron transmise à l'AFP.

"Je vous ai proposé de favoriser la création de comités citoyens au niveau des communes, des départements et des régions, animés par un comité citoyen national, afin de favoriser l'émergence d'une société politique juste, solidaire et participative. Le temps est venu de créer un porte-parolat du citoyen, au même titre que celui du gouvernement ou de l'Élysée", écrit la fondatrice du parti "Les Emergents".

Comment fonctionnerait ce porte-parolat? Il serait composé de quatre ou cinq personnes "impliquées dans des associations ou des ONG" et recrutées selon un "tirage au sort" par zone géographique, "pourquoi pas celles de l'indicatif téléphonique", a-t-elle expliqué à l'AFP. AFP 13 avril 2019

### **Quand la parodie de démocratie se confronte à la dure réalité, ses heures sont comptées.**

- Restitution biaisée du grand débat : "Une polémique inutile qui n'est pas fondée" pour Emmanuelle Wargon  
- Franceinfo

- Grand débat: une garante admet qu'il faudra un "toiletage" des chiffres de restitution - AFP

Une des garantes du grand débat, Isabelle Falque-Pierrotin, a admis vendredi qu'il faudra un "toiletage" des chiffres de sa restitution, par endroits sous-estimés et par d'autres surestimés. AFP

- Nombre de participants gonflé, approximations, analyse partielle... les petits arrangements du grand débat  
- Franceinfo

Après la restitution de la consultation lancée pour répondre aux "gilets jaunes", les documents de synthèse montrent que le nombre de contributeurs a été surestimé, et que plus de la moitié des contributions n'ont pas pu être prises en compte. Franceinfo

### **En macronnie.**

#### **Sauver le soldat Macron et son "quinquennat".**

- Social et écologie: Hulot et Berger appellent à un "sursaut politique" - AFP 14 avril 2019

L'ancien ministre Nicolas Hulot, Laurent Berger (CFDT) et une quinzaine de responsables associatifs appellent à "un profond sursaut politique pour que ce quinquennat" ne soit pas "perdu pour la transition écologique et la justice sociale", dans une tribune publiée par le Journal du dimanche. AFP 14 avril 2019

#### **Macron corrupteur et corrompu.**

- Vente de Rafale à l'Inde: Paris a effacé la dette fiscale d'un proche de Modi - AFP 14.04

La France a annulé en 2015 un redressement fiscal visant une entreprise appartenant à un homme d'affaires proche du Premier ministre indien, Narendra Modi au moment où se négociait la vente de 36 avions de combat Rafale à l'Inde, affirme samedi Le Monde. AFP 14.04

### **UE à hue et à dia.**

#### **Ils sont à la peine.**

- Les élections européennes 2019 peinent à mobiliser les foules - Le HuffPost 14.04

Même pas deux millions de téléspectateurs pour un débat en prime time sur France2, des salles qui peinent à se remplir, la concurrence d'un grand débat qui n'en finit pas... A six semaines du scrutin et alors que la campagne bat son plein, les élections européennes peinent toujours à passionner les foules, laissant craindre un nouveau pic d'abstention dans les urnes le 26 mai. Le HuffPost 14.04

#### **Un "fan club" déjà fané.**

- Européennes : Place publique en pleine hémorragie ? - Le Parisien 14.04

Sévère hémorragie à Place publique, le mouvement lancé par Raphaël Glucksmann en novembre dernier et en vue du scrutin européen. Déçus par un fonctionnement « pyramidal » et l'alliance avec le PS, près de la moitié des 22 signataires de « l'acte de naissance » auraient déserté au cours du mois écoulé, comme le confirment plusieurs d'entre eux.

Farid Benlagha, l'un des fondateurs, qui avait fait suivre son départ en mars d'une tribune au vitriol, pointe une « organisation dont le seul objectif était de mettre en valeur un homme », Raphaël Glucksmann.

En écho aux critiques de Thomas Porcher qui avait regretté mi-mars dans le JDD un pacte avec le PS « pris en deux semaines par un petit cercle », Farid Benlagha accuse un « groupuscule » formé autour de Raphaël Glucksmann et ses proches d'avoir pris seul toutes les décisions. « Une forme de putsch », assène-t-il.

« D'un mouvement polyphonique, on est passés à un fan-club de Raphaël Glucksmann », ajoute une source anonyme au sein du parti, pour qui « les pouvoirs ont été concentrés entre les mains » de l'essayiste lors du congrès de Metz, les 22 et 23 février. Un déficit démocratique ayant mené à une alliance avec le seul PS que beaucoup de fondateurs n'auraient pas validée s'ils avaient été consultés. Le Parisien 14.04

### **L'UE valait bien La Pen.**

- Européennes: Marine Le Pen veut "tout remettre sur la table" sans quitter l'euro - AFP 14.04

Marine Le Pen présente lundi son manifeste et ses propositions en vue des élections européennes pour "tout remettre sur la table" sans sortir de l'euro, entérinant un virage pris après la présidentielle. AFP 14.04

### **En complément. Dis, t'as pas 100 balles, c'est pour sauver le régime. Cela ne vous rappelle-t-il rien ?**

- Finlande: Antti Rinne, d'ancien syndicaliste à probable Premier ministre - AFP 15 avril 2019

Il a promis aux Finlandais de mettre fin à l'austérité et améliorer l'Etat-providence: Antti Rinne, dont le Parti social-démocrate est arrivé de justesse en tête des législatives dimanche, est un ancien syndicaliste surtout connu pour son intransigeance.

A 56 ans, ses cheveux gris et son gabarit imposant ne sont pas étrangers aux Finlandais puisque le probable futur chef de gouvernement est aussi l'ancien ministre des Finances (2014-2015) sous deux coalitions droite-gauche.

"Nous devons trouver des moyens équitables de rendre la société finlandaise durable", assurait-il au journal Helsingin Sanomat.

Avocat de formation, Antti Rinne a oeuvré comme président de plusieurs syndicats dans les années 2000, jusqu'en 2014.

Il entend améliorer les conditions de vie des personnes âgées, en promettant d'augmenter de 100 euros par mois les retraites les plus basses. AFP 15 avril 2019

### **Quand l'oligarchie anglo-saxonne dicte sa loi au monde entier.**

#### **- Un ex-général vénézuélien arrêté à Madrid à la demande des Etats-Unis - AFP**

L'ex-général vénézuélien Hugo Carvajal, ancien directeur des services secrets militaires sous la présidence de Hugo Chavez, a été arrêté vendredi à Madrid à la demande des Etats-Unis, qui le réclament pour trafic de drogue, ont déclaré à l'AFP des sources policières. AFP

#### **- Julian Assange compte contester et combattre la demande d'extradition des Etats-Unis - euronews**

C'est le début d'un long "combat" judiciaire pour le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, qui vient de passer sa première nuit en détention et risque d'être extradé vers les Etats-Unis qui le considèrent comme une menace pour leur sécurité et veulent le juger. euronews

#### **- Les juges de la CPI refusent d'ouvrir une enquête sur l'Afghanistan - Reuters**

Les juges de la Cour pénale internationale (CPI) ont rejeté vendredi à l'unanimité la demande du procureur d'ouvrir une enquête pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre en Afghanistan, ce dont Donald Trump s'est félicité... Reuters

## **L'Organisation militaire internationale de l'oligarchie financière où l'état de guerre permanent.**

### **Contre-célébration à Florence du 70ème anniversaire de l'Otan par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 10 avril 2019**

Les dirigeants politiques de l'Otan se sont réunis pour en célébrer l'anniversaire, en l'absence du président Trump. Au même moment, celui-ci, contre l'avis de l'Alliance, proposait à la Chine et à la Russie un désarmement nucléaire partiel. De leur côté quelques militants de la paix appelaient à la sortie de l'Otan ; une position paradoxalement proche de celle de Donald Trump.

Manlio Dinucci - Le 70ème anniversaire de l'Otan a été célébré par les 29 ministres des Affaires étrangères réunis non pas au quartier-général de l'Otan à Bruxelles, mais dans celui du Département d'État à Washington. Maître de cérémonie : le Secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg, qui s'est limité à annoncer le discours d'ouverture prononcé par le secrétaire d'État Michael Pompeo.

L'Otan —explique le Département d'État— est importante parce que, grâce à elle, « les États-Unis peuvent mieux faire face, militairement et politiquement, aux menaces globales contre leurs intérêts : l'Otan reste fondamentale pour les opérations militaires des USA dans la région transatlantique (c'est-à-dire en Europe) et dans d'autres régions stratégiquement critiques, comme le Moyen-Orient et l'Asie Méridionale ». C'est donc le Département d'État même qui nous dit clairement que l'Otan est un instrument des États-Unis. Aucune réaction politique en Italie.

La seule réponse est venue du Colloque qui, organisé par le Comitato No Guerra No Nato et par Global Research, centre de recherche dirigé par Michel Chossudovsky (Montréal), a réuni au cinéma-théâtre Odeon de Florence le 7 avril environ 600 participants.

Les conclusions sont exposées dans la Déclaration de Florence, pour un front international pour la sortie de l'Otan.

Le risque d'une vaste guerre qui, avec l'emploi des armes nucléaires, pourrait signer la fin de l'Humanité, est réel et croissant, même s'il n'est pas perçu par l'opinion publique tenue dans l'ignorance du danger imminent.

S'engager fortement à sortir du système de guerre est d'une importance vitale. Cela pose la question de l'appartenance de l'Italie et d'autres pays européens à l'Otan.

L'Otan n'est pas une Alliance. C'est une organisation sous commandement du Pentagone, dont l'objectif est le contrôle militaire de l'Europe Occidentale et Orientale.

Les bases USA dans les pays membres de l'Otan servent à occuper ces pays, en y conservant une présence militaire permanente qui permet à Washington d'influencer et de contrôler leur politique et d'empêcher de réels choix démocratiques.

L'Otan est une machine de guerre qui opère pour les intérêts des États-Unis, avec la complicité des plus grands groupes européens de pouvoir, en se rendant coupable de crimes contre l'humanité.

La guerre d'agression conduite par l'Otan en 1999 contre la Yougoslavie a ouvert la voie à la mondialisation des interventions militaires, avec les guerres contre l'Afghanistan, la Libye, la Syrie et d'autres pays, en violation complète du droit international.

Ces guerres sont financées par les pays membres, dont les budgets militaires sont en augmentation continue au détriment des dépenses sociales, pour soutenir des programmes militaires colossaux comme celui du nucléaire étasunien de 1.200 milliards de dollars.

Les USA, violant le Traité de non-prolifération, déploient des armes nucléaires dans 5 États non-nucléaires de l'Otan, sous le faux prétexte de la "menace russe". Ils mettent ainsi en jeu la sécurité de l'Europe.

Pour sortir du système de guerre qui cause de plus en plus de dégâts et nous expose au risque imminent d'une vaste guerre, il faut sortir de l'Otan, en affirmant le droit d'être des États souverains et neutres.

Il est de cette façon possible de contribuer au démantèlement de l'Otan et de toute autre alliance militaire, à la reconfiguration des structures de toute la région européenne, à la formation d'un monde multipolaire dans lequel se réalisent les aspirations des peuples à la liberté et à la justice sociale.

Nous proposons la création d'un front international NATO EXIT dans tous les pays européens de l'OTAN, en construisant un réseau organisationnel à un niveau de base capable de soutenir la très dure lutte pour arriver à cet objectif vital pour notre avenir. Réseau Voltaire 10 avril 2019

LVOG - "*La mondialisation des interventions militaires*", le "*système de guerre*", c'est ce qui caractérise l'impérialisme stade suprême du capitalisme, donc il est utopique ou opportuniste de vouloir "*sortir de l'Otan*" ou de prôner le "*démantèlement de l'Otan*" sans envisager de se débarrasser du capitalisme et des institutions supranationales du capital telles que l'Union européenne ou "*l'Otan économique*", l'ONU, le FMI, la Banque mondiale, etc.

Nous appelons les initiateurs et les signataires de cette déclaration à être cohérents et sérieux à appeler à rompre avec le capitalisme, condition sans laquelle "*les aspirations des peuples à la liberté et à la justice sociale*" demeureront un vœux pieux indéfiniment. Cessez d'agiter le hochet du droit international qui a été conçu par l'impérialisme américain pour pérenniser son hégémonie économique, politique et militaire sur le reste du monde.

#### **- Les 70 ans de l'Otan: de guerre en guerre - mondialisation.ca 11.04**

Le 70ème anniversaire de l'Otan a été célébré par les 29 ministres des Affaires étrangères réunis non pas au quartier-général de l'Otan à Bruxelles, mais dans celui du Département d'État à Washington. Maître de cérémonie : le Secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg, qui s'est limité à annoncer le discours d'ouverture prononcé par le secrétaire d'État Michael Pompeo.

L'Otan -explique le Département d'État- est importante parce que, grâce à elle, "les États-Unis peuvent mieux faire face, militairement et politiquement, aux menaces globales contre leurs intérêts : l'Otan reste fondamentale pour les opérations militaires USA dans la région transatlantique (c'est-à-dire en Europe) et dans d'autres régions stratégiquement critiques, comme le Moyen-Orient et l'Asie Méridionale". C'est donc le Département d'État même qui nous dit clairement que l'Otan est un instrument des États-Unis. Aucune réaction politique en Italie.

La seule réponse est venue du Colloque qui, organisé par le Comitato No Guerra No Nato et par Global Research, centre de recherche dirigé par Michel Chossudovsky (Montréal), a réuni au cinéma-théâtre Odeon de Florence le 7 avril environ 600 participants.

Les conclusions sont exposées dans la Déclaration de Florence, pour un front international Nato Exit

Le risque d'une vaste guerre qui, avec l'emploi des armes nucléaires, pourrait signer la fin de l'Humanité, est réel et croissant, même s'il n'est pas perçu par l'opinion publique tenue dans l'ignorance du danger imminent.

S'engager fortement à sortir du système de guerre est d'une importance vitale. Cela pose la question de l'appartenance de l'Italie et d'autres pays européens à l'Otan.

L'Otan n'est pas une Alliance. C'est une organisation sous commandement du Pentagone, dont l'objectif est le contrôle militaire de l'Europe Occidentale et Orientale.

Les bases USA dans les pays membres de l'Otan servent à occuper ces pays, en y conservant une présence militaire permanente qui permet à Washington d'influencer et de contrôler leur politique et d'empêcher de réels choix démocratiques.

L'Otan est une machine de guerre qui opère pour les intérêts des États-Unis, avec la complicité des plus grands groupes européens de pouvoir, en se rendant coupable de crimes contre l'humanité.

La guerre d'agression conduite par l'Otan en 1999 contre la Yougoslavie a ouvert la voie à la mondialisation des interventions militaires, avec les guerres contre l'Afghanistan, la Libye, la Syrie et d'autres pays, en violation complète du droit international.

Ces guerres sont financées par les pays membres, dont les budgets militaires sont en augmentation continue au détriment des dépenses sociales, pour soutenir des programmes militaires colossaux comme celui du nucléaire étasunien de 1.200 milliards de dollars.

Les USA, violant le Traité de non-prolifération, déploient des armes nucléaires dans 5 États non-nucléaires de l'Otan, sous le faux prétexte de la "menace russe". Ils mettent ainsi en jeu la sécurité de l'Europe.

Pour sortir du système de guerre qui cause de plus en plus de dégâts et nous expose au risque imminent d'une vaste guerre, il faut sortir de l'Otan, en affirmant le droit d'être des États souverains et neutres.

Il est de cette façon possible de contribuer au démantèlement de l'Otan et de toute autre alliance militaire, à la reconfiguration des structures de toute la région européenne, à la formation d'un monde multipolaire dans lequel se réalisent les aspirations des peuples à la liberté et à la justice sociale.

Nous proposons la création d'un front international NATO EXIT dans tous les pays européens de l'OTAN, en construisant un réseau organisationnel à un niveau de base capable de soutenir la très dure lutte pour arriver à cet objectif vital pour notre avenir. mondialisation.ca 11.04

LVOG - Il ne peut pas exister "*des États souverains et neutres*", des "États libres" disent d'autres, sans avoir anéanti la capacité de nuisance de l'oligarchie financière, sans rupture avec le capitalisme, donc sans avoir réduit son pouvoir politique à néant par une révolution sociale et démocratique détruisant les institutions nationales dans chaque pays, tâche que seule la classe ouvrière associée aux couches inférieures des classes moyennes peut accomplir.